

Audience publique du 29 mars 2012

Recours formé par
Monsieur ...et consort, ...
contre le bulletin de l'impôt sur le revenu et le bulletin d'établissement en commun des
revenus d'entreprises collectives et de copropriétés
en matière de remise gracieuse d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 27892 du rôle et déposée le 8 février 2011 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre Winandy, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ...et de son épouse, Madame ..., demeurant à ..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation du bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1988 daté du 12 novembre 1993 et du bulletin d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de l'année 1988 des conjoints ... ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 6 mai 2011 ;

Vu les pièces versées en cause et les bulletins critiqués ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Georges Simon, en remplacement de Maître Jean-Pierre Winandy, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives.

Le 19 juillet 1993, le bureau d'imposition Luxembourg ... de la section sociétés et des personnes physiques de l'administration des Contributions directes émit à l'égard des conjoints ... le bulletin d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de l'année 1988.

Le 12 novembre 1993, le bureau d'imposition Luxembourg ... de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes émit à l'égard de Monsieur ...et de son épouse, Madame ..., imposés collectivement, le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1988.

Par une lettre du 27 janvier 1994, les époux ... introduisirent une demande de remise gracieuse d'impôt auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé « le directeur ».

N'ayant pas reçu de réponse à leur demande de remise gracieuse, les époux ... ont fait introduire, par requête déposée le 8 février 2011 au greffe du tribunal administratif, un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation du bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année

1988 daté du 12 novembre 1993 et du bulletin d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de l'année 1988.

Le délégué du gouvernement conclut à l'irrecevabilité du recours pour être dirigé contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1988 daté du 12 novembre 1993 et le bulletin d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de l'année 1988 et non pas contre la décision implicite de refus du directeur intervenue suite à la demande de remise gracieuse des demandeurs.

L'article 8 (3) 3. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif dispose que : « *Lorsqu'une réclamation au sens du § 228 de la loi générale des impôts ou une demande en application du § 131 de cette loi a été introduite et qu'aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande, le réclamant ou le requérant peuvent considérer la réclamation ou la demande comme rejetées et interjeter recours devant le tribunal administratif contre la décision qui fait l'objet de la réclamation ou, lorsqu'il s'agit d'une demande de remise ou en modération, contre la décision implicite de refus. Dans ce cas le délai prévu au point 4, ci-après ne court pas.* ».

En l'espèce, il est constant que le directeur n'a pas pris position suite à la demande de remise gracieuse introduite par les époux ... en date du 27 janvier 1994.

Il s'ensuit que le recours en réformation, sinon en annulation introduit contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1988 daté du 12 novembre 1993 et le bulletin d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de l'année 1988 est à déclarer irrecevable, étant donné que la disposition précitée impose que le recours en cas de silence du directeur suite à une demande de remise gracieuse est à adresser à l'encontre de la décision implicite de refus du directeur et non à l'encontre des bulletins litigieux, comme c'est le cas dans le présent recours.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare irrecevable le recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation du bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1988 daté du 12 novembre 1993 et du bulletin d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de l'année 1988 des consorts ... ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Anne Gosset, juge,
Paul Nourissier, juge,

et lu à l'audience publique du 29 mars 2012 par le premier vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 29 mars 2012

Le Greffier assumé du Tribunal administratif